



MON SALAIRE POUR VIVRE ET TRAVAILLER,

C'EST CAPITAL.

Les salariés des Pays de la Loire se mobilisent le 6 février 2014

Pour maintenir et développer les emplois.

Pour exiger l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux.

Pour mieux vivre « son travail », à l'entreprise, avec une amélioration de ses conditions de travail.

Pour vivre de son travail et réussir ses projets de vie.

Pour ceux qui n'ont pas de travail, la possibilité d'accéder à un emploi de qualité.

Redistribuer les richesses, une obligation.

La campagne « Coût du capital », initiée par la CGT, s'inscrit dans un processus de propositions et de mobilisation pour une (re) distribution du produit des richesses créées par le travail qui soit juste, équitable et solidaire et qui puisse financer les revendications des salariés plutôt que les dividendes accaparés par les actionnaires et les hauts dirigeants des entreprises. La France est le 3^{ème} pays européen où l'on distribue le plus de dividendes aux actionnaires. *Il y a trente ans : pour 100 euros de salaire, les entreprises versaient 7 euros de dividendes. Aujourd'hui, elles en versent 34 ! Pour 100 euros de valeur ajoutée, les entreprises versaient 5 euros de dividendes. Aujourd'hui, elles en versent 23 !*

Dans ce pays, l'argent existe, seulement il est mal réparti. Les choix politiques et patronaux sont dévastateurs pour l'investissement productif et la recherche, avec des conséquences sur l'emploi et les salaires et finalement sur la croissance. La politique actuelle du Gouvernement qui combine, à la fois, austérité budgétaire, baisse des rémunérations directes et indirectes du travail et flexibilité du travail sous prétexte de gagner en compétitivité, répond d'abord aux attentes des groupes financiers et aux actionnaires des grandes entreprises.

Alors que l'impôt devrait servir, à la fois, au financement des besoins de la population, à la correction des inégalités et au développement économique et humain durable, notre système fiscal est aujourd'hui créateur d'injustices fiscales. De plus, la fraude fiscale qui pèse 80 milliards d'euros ronge nos finances publiques et conduit à des coupes sombres dans les secteurs publics.

- **Le secteur santé** est « malade » du manque d'investissement dans les hôpitaux, les maisons de retraite, etc.
- **Le secteur Education** en perd son « latin » avec les réformes successives réduisant les moyens publics (écoles et enseignants).
- **Les secteurs transports, énergies, télécommunications**, etc. sont, eux aussi, malades de la privatisation et de la sous-traitance exacerbée.

- **Les collectivités locales voient leurs finances diminuées avec des risques importants de baisse des services publics de qualité aux populations.**

Situation en Pays de la Loire

Le produit intérieur brut s'élève environ à 100 milliards d'euros en 2011, soit 5 % du total France. Les grands groupes, mêmes ceux qui ne sont pas cotés au CAC 40, dégagent des profits importants. La part des entreprises industrielles bénéficiaires est en moyenne de 82 %. Ce taux est supérieur à celui constaté au niveau national, soit 79 % (hors Île-de-France). A contrario, les industries en Pays de la Loire présentent une situation moins favorable pour l'investissement (13,7 % du CA pour 18,3 % au niveau national) et la trésorerie (9,2 % du CA pour 13,4 % au niveau national). **L'agro-alimentaire** est le plus important employeur dans chacun des 5 départements des Pays de la Loire. **La métallurgie** est fortement implantée sur la région avec des activités diverses (l'aéronautique, automobile, construction navale, électronique...). **Les commerces** et les services représentent respectivement 10.9 % et 60 % de la valeur ajoutée régionale.

Dans la plupart de ces activités, la part de plus en plus importante de sous-traitance et le tissu de TPE-PME génèrent une très forte précarité dans un contexte de concurrence déloyale et de compétitivité sans fin ainsi que des salaires faibles.

La sensation d'évoluer dans une société à 2 vitesses est de plus en plus vraie avec des conséquences dramatiques pour toutes les générations :

- pour les jeunes qui n'ont pas d'autres perspectives que la précarité (emplois d'avenir, intérim, CDD...);
- pour les ménages de plus en plus surendettés qui travaillent sans mettre un « sou de côté » et avec des « fins de mois » difficiles de plus en plus tôt ;
- pour les seniors à qui les décideurs économiques et politiques font croire qu'ils sont utiles alors qu'ils sont jetés hors de l'entreprise dès que possible ;
- pour les retraités qui ont travaillé souvent durement pour des niveaux de pensions ne leur permettant pas de vivre décemment cette nouvelle phase de vie

Ensemble, c'est possible de faire bouger la situation.

Cela passe par des décisions politiques concrètes :

- **revoir les modèles de productions et agir sur les conditions de travail dans les entreprises (= créations d'emplois) ;**
- **augmenter les salaires et les pensions (= relance de la consommation et créations d'emplois) ;**
- **financer les retraites et la sécurité sociale pour les salariés d'aujourd'hui et de demain ;**
- **réformer notre système fiscal ;**
- **donner de nouveaux droits d'intervention aux salariés sur les stratégies d'entreprise et sur l'organisation du travail.**

Alors, plus que jamais, chacune et chacun disons « OUI » à une autre répartition des richesses. L'unité des salariés et l'importance de leur mobilisation, dans leurs entreprises sur leurs problématiques et dans la rue sur les enjeux communs au monde du travail constituent le premier angle de réussite et de victoire pour gagner immédiatement des augmentations de salaires qui conditionnent une relance de la croissance basée sur le développement humain durable.

Les salarié(e)s de l'association « Aide à Domicile » au Mans s'organisent avec la CGT et remportent les élections professionnelles.

Dans une période marquée par la déception et la colère à l'égard d'un Gouvernement qui mène une politique libérale, par un patronat à l'offensive dans son entreprise de casse sociale et qui n'hésite pas à instrumentaliser des salariés fragilisés par de trop nombreux plans sociaux, certain(e)s ont décidé de relever la tête en s'organisant avec la CGT.

C'est le cas des 360 salarié(e)s de l'Association « Aide à Domicile » située au Mans qui ont décidé de rejoindre la CGT avec la constitution d'une section syndicale et la présentation de candidates aux élections professionnelles du 21 octobre.

A l'issue de ce scrutin, la CGT recueille 48,56 % des voix en DP et 53,89 % en CE, reléguant la CFDT loin derrière. Il s'agit d'un succès incontestable qui leur permettra de porter leurs revendications sur l'emploi, les conditions de travail, la formation, les salaires, etc.

Confiante dans sa capacité à obtenir des succès revendicatifs par l'action, la CGT « Aide à Domicile » entend ne rien lâcher et participera à la journée interprofessionnelle d'action du 6 février prochain.

Réorganisation Airbus groupe (ex EADS)

Après les récentes annonces faites par Tom ENDERS sur la nécessité de réorganiser le groupe afin d'être plus compétitif, d'attirer de nouveaux investisseurs et, surtout, de dégager du cash pour les actionnaires, les premiers effets néfastes se font ressentir. Déjà, le groupe cherche à se séparer de certaines filiales telles que Tests et Services puis, maintenant, c'est l'annonce de 5800 suppressions de postes dont 1700 en France !

Toutes les analyses (Cabinet SYNDEX) démontrent que ce projet est industriellement et socialement dangereux et, surtout, totalement injustifié. Pour arriver aux 5800 suppressions de postes, la Direction nous annonce un certain nombre de ruptures conventionnelles, de mutations et même des licenciements secs. Nos responsables ont quand même dans leur boîte à idée le prétexte d'un éventuel accord de compétitivité (déjà prévu dans le paquet cadeau) qui permettrait soi-disant d'éviter des licenciements.

La CGT dénonce et combat cette réorganisation qui n'a aucun sens, si ce n'est de faire gagner encore plus d'argent aux actionnaires. Cette réorganisation est à l'état de projet et devra être validée dans les Comités Centraux d'Etablissements. Les organisations syndicales devront alors prendre leurs responsabilités et combattre ou accompagner cette restructuration.

Aucune organisation syndicale digne de ce nom ne devrait laisser un tel projet se mettre en place ! Mais, la Direction peut se servir de l'accord de méthode signé fin 2013 par la CFDT, la CFE-CGC, CFTC et FO qui leur permet cette réorganisation sans pratiquement plus aucune contrainte.

Seule l'intervention des salariés pourra imposer d'autres choix comme nous l'avons fait à Nantes pour la pérennisation d'une centaine d'emplois. Rendez vous dans l'action le 6 février.

Lutte des ardoisiers de Trélazé

Le 25 novembre dernier, la Direction annonçait la fermeture du dernier site d'extraction d'ardoises françaises avec deux arguments : pertes financières et épuisement du gisement. Ces deux arguments sont contestables et contestés par le syndicat CGT et les salariés.

Pertes financières ? Elles sont estimées par la Direction à 15 millions sur 5 ans alors que, dans le même temps, le Groupe IMERYS a dégagé, sur la seule année 2012, 320 millions d'euros dont 117 millions ont été distribués aux actionnaires.

Epuisement du gisement ? Des réserves d'ardoises ont été identifiées par le biais de sondages. De plus, des secteurs ne sont plus exploités pour des raisons diverses mais aucun n'a été stoppé pour manque de gisement ; cela démontre bien que des filons d'ardoises sont toujours existants.

Depuis le 25 novembre, les salariés sont dans l'action pour :

- Etre associés à l'élaboration du cahier des charges, du suivi des travaux à partir de l'expertise demandée par la municipalité de

La CGT FAPT de la Mayenne (Fédération des Activités Postales et Téléphoniques) a interpellé les élus locaux et nationaux sur la situation du service public postal.

400 emplois ont disparu en Mayenne à La Poste depuis 2007. 90 000 emplois supprimés au niveau national.

Et dans le projet stratégique 2013-2018, la suppression de 30 000 emplois de facteurs est annoncée.

La dégradation du service public postal aux usagers continue avec des fermetures de bureaux de poste, la diminution des amplitudes d'ouverture, des tournées de distribution non assurées, la transformation de bureaux de poste en agences postales communales....

Pour les salariés, leurs conditions de travail se détériorent avec une charge de travail plus conséquente et une pression permanente sur les agents. Ils n'ont plus les moyens nécessaires pour assurer leurs missions de service public postal. La Poste qui se dit modèle social est l'employeur national le plus destructeur d'emplois. Salariés du privé et du public, ensemble intervenons le 6 février pour une autre utilisation des richesses créées par notre travail.

Quelles perspectives pour le groupe Fagor Brandt ?

Trélazé, via le Ministère du Redressement Productif. Les meilleurs experts ne sont-ils pas les salariés eux-mêmes ?

- L'arrêt du plan de fermeture et la reprise des travaux pour assurer la poursuite de l'activité

Les salariés sont victimes des choix financiers du Groupe IMERYS. Ce projet de fermeture démontre que c'est bien le coût du capital qui ruine nos industries et non le soi-disant « coût du travail ». La situation des ardoisières prouve que les richesses créées depuis des décennies sont pillées par les financiers.

Et pourtant, les besoins nationaux pour l'entretien du patrimoine national sont énormes.

Le Ministère de la Culture, financeur des rénovations des monuments historiques, a également été interpellé sur la nécessité de maintenir le site de Trélazé dont la qualité des ardoises est unanimement reconnue.

Les ardoisières ont un avenir en France.

Pour la CGT et les salariés, rien n'est inéluctable, les conditions de la poursuite de l'activité sont réunies.

Les salariés avec la CGT sont déterminés à porter les alternatives à cette cessation d'activité et mettront tout en œuvre pour que le site redémarre. Ils seront dans l'action le 6 février.

Fagor Brandt est un des derniers groupes d'électroménager situé en France avec 3000 salariés sur un marché qui progresse de 2,5 % en moyenne par an.

Sur les 15 millions d'appareils ménagers vendus en France chaque année, 1,4 million sortent du groupe Fagor Brandt. La demande existe. Les salariés de Fagor Brandt se battent pour continuer à produire en France et maintenir leurs emplois. Le dépôt de bilan est le résultat de choix stratégiques financiers hasardeux des Directions successives, au détriment de l'investissement productif et industriel. L'addition de dividendes versés aux actionnaires, le rachat en LBO, le rachat par Fagor se chiffre à 400 millions d'euros, montant supérieur à la dette qui a conduit au dépôt de bilan.

La bataille menée par la CGT a déjà marqué des points avec le déblocage par le Gouvernement de fonds permettant le redémarrage de l'activité.

La mobilisation des salariés continue pour gagner une offre de reprise globale permettant la conservation des sites nécessaires à la diversité de l'offre produite.

La CGT revendique un financement à long terme avec un véritable projet d'investissements en recherche et développement et sur l'outil industriel, une réglementation de la grande distribution concernant la répartition des marges sur les produits vendus, plus de droits d'intervention des salariés sur les choix stratégiques des Directions et sur le contrôle de l'argent public. A noter que les contribuables français, par le biais d'une aide publique directe de 32 millions d'euros en 2002 à laquelle s'ajoutent 10 ans de réductions de cotisations sociales (6 millions par an notamment sur les bas salaires) ont mis plus d'argent que les actionnaires.

Agissons unitairement et massivement le 6 février 2014.

Ce débat lancé par la CGT sur la répartition des richesses, c'est celui de tous les salariés. Ne le laissons pas entre les mains de ceux qui ne raisonnent que par les finances et dégradent nos conditions de travail et de vie. Dans les ateliers, les bureaux et sur tous les lieux de travail, le moment est venu de participer au changement.

Rendez-vous dans les rassemblements et les manifestations pour être plus forts, ensemble le 6 février.

Rendez-vous aussi au syndicat CGT pour adhérer et renforcer l'organisation qui conteste, propose et négocie avec l'appui de vos forces.

Lieux et horaires des rendez-vous

44	Ancenis	14 h 00	Station ESSO
	Nantes	14 h 30	Place du Commerce
	Saint-Nazaire	10 h 00	Sous-Préfecture